

## Le seuil de tolérance

*Il y a trois mois, lors d'une émission de la Télévision suisse alémanique qui roulait sur les revendications de la «jeunesse», deux représentants des manifestants que la population zurichoise allait apprendre à connaître maniaient, déguisés en bourgeois et sous le pseudonyme de M. et M<sup>me</sup> Muller, l'agressivité, l'ironie et l'absurde face aux représentants de l'autorité. Une opération provocation réussie au-delà de toute attente. Deux jours après l'émission, la presse publie le véritable nom des protagonistes. «Blick» se lance dans une campagne raciste, insistant sur le nom arabe de M<sup>me</sup> Muller, la désignant à la vindicte de ses lecteurs pour son origine irakienne. L'Action nationale poursuit sur cette lancée avec un tract exigeant son expulsion et le cas échéant sa déchéance de la nationalité suisse (car M<sup>me</sup> Muller est Suisse, ce qu'on se garde bien de vérifier et en tout cas de préciser dans les rangs des censeurs déchaînés). La mesure semble à son comble lorsque, prenant la relève de la presse Ringier, le journal gratuit «Züri Leu», appartenant à l'empire Jean Frey, dévoile l'adresse de M<sup>me</sup> Muller: depuis lors se succèdent menaces de mort, lettres injurieuses et même violations de domicile. Et il apparaît que le feuilleton de la haine raciste n'est pas terminé.*

*La semaine passée, et l'affaire a fait assez de bruit, le conseiller national zurichois Andreas Herczog (POCH) avait l'audace de parler au National contre le crédit militaire de 1,55 milliard de francs qui était en discussion. M<sup>me</sup> Aubry, députée radicale du Jura bernois, croyait bon de rappeler que ce Suisse récent avait été en 1956 un réfugié hongrois, qui se permettait malgré ce lourd passé de saper la volonté de défense du pays. Bien sûr, direz-vous peut-être, mais l'égérie anti-séparatiste n'a jamais brillé par la maîtrise de soi: un accident de parcours! C'est oublier le Parlement: dans sa grande*

*majorité, pas de réaction, parfois même un sourire de complaisance.*

*Troisième acte. Le même jour ou presque où M<sup>me</sup> Aubry se distinguait au National, l'Union démocratique du centre de Zurich, présidée par un conseiller national, chef d'entreprise et affublé d'un grade universitaire de docteur en droit, exige que les autorités publient le nom des personnes arrêtées au cours des diverses manifestations: «L'opinion publique a le droit de savoir qui sont ceux qui terrorisent la ville depuis des mois.»*

*Quatrième acte. A Lausanne, des partisans de l'ordre musclé font savoir à qui de droit qu'ils sont prêts à épauler les forces de police.*

*Les revendications de la «jeunesse» sont souvent inconsistantes et maladroites, voire même incompréhensibles aux yeux d'une grande majorité.*

*En fait, les manifestations de quelques centaines de «jeunes» auront mis à jour en toute clarté que, pour une partie de ce qu'il est convenu d'appeler la majorité, et souvent pour certains de ceux qu'on nomme l'élite, le réflexe démocratique ne fonctionne pas.*

*Quand tout va bien, tout le monde s'accorde sur les mécanismes démocratiques. Mais dans la plus vieille démocratie du monde, le moindre accroc fait perdre les pédales: nous nous réfugions dans la défense à outrance, celle qui prévalait dans la communauté de nos héroïques ancêtres, pas de place pour les dissidents, pour les étrangers, la loi du clan, la chasse aux sorcières. En matière de démocratie, nous avons encore besoin d'exercice.*

*NB. A Lausanne, ce dernier week-end, au grand dam d'une certaine presse qui n'hésite pas à parler de pétards mouillés, pas de heurts entre des manifestants qui persistent à se mobiliser et une police remarquablement discrète. Certes, on insistera sur l'importance des dégâts matériels commis, mais la preuve est une fois de plus faite que tout autre est le climat lorsque les forces de l'ordre refusent le contact. Et au fond, la question demeure: quelle est en réalité la marge de manœuvres des autorités soucieuses de ne pas dépasser le taux de tolérance d'une majorité plus ou moins silencieuse?*

**J.A. 1000 Lausanne 1**

Hebdomadaire romand  
N° 563 16 octobre 1980  
Dix-septième année

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc  
Abonnement  
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:  
1002 Lausanne, case 2612  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C. C. P. 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:  
Eric Baier  
Rudolf Berner  
Jean-Pierre Bossy  
François Brutsch  
Jean-Daniel Delley

563

## POINT DE VUE

# Pressions sur la presse: la leçon du «Tages Anzeiger»

Les annonceurs n'exercent-ils pas de pressions sur la presse?

Combien de fois n'a-t-on entendu cette question un peu naïve posée aux éditeurs de journaux et aux rédacteurs en chef! Et ces derniers de répondre, sans gêne et même avec assurance: mais bien sûr, nous subissons des pressions en permanence! Les interlocuteurs, surpris par cette réaction, n'osent souvent pas pousser plus loin car, évidemment, une telle réponse sous-entend que l'éditeur s'oppose naturellement avec force aux pressions.

La discrétion, la timidité de la part des «consommateurs» de la presse permet aux éditeurs de rester constamment à l'ombre, dans le flou et de pratiquer une ambiguïté dont le lecteur est finalement dupe.

Admettons-le: la position de l'éditeur n'est pas facile. Son journal est financé à 70 ou 80% par les recettes provenant de la publicité et à 20 ou 30% seulement par la vente du journal ou les abonnements. Par conséquent, un journal doit être riche et avoir beaucoup d'annonceurs pour résister à d'éventuelles pressions.

Le *Tages Anzeiger* est un journal riche: deuxième quotidien suisse après *Blick*, il atteint aujourd'hui un tirage de 264 000 exemplaires. L'année dernière, son bénéfice net a dépassé 8 millions de francs (à titre de comparaison, le plus riche des quotidiens romands, *24 Heures*, en a fait 700 000 francs en 1979).

## L'AIDE AUX PETITS JOURNAUX

Le *Tages Anzeiger* subit le boycottage des grands importateurs suisses de voitures depuis un an et demi: une perte de 500 000 francs par mois. Petit calcul économique: les vendeurs d'automobiles répercutent leurs dépenses publicitaires sur le prix de vente; chaque acheteur d'une voiture neuve participe donc, depuis mars 1979, au boycottage du *Tages Anzeiger*. Par contre, il participe activement à «l'aide à la presse», puisqu'une partie de son argent va dans les petits journaux locaux qui profitent maintenant d'une publicité accrue en matière de moyens de transport privés; c'est ainsi qu'un casse-tête de la commission d'experts a trouvé une solution au moins partielle: prendre l'argent aux riches pour le distribuer aux pauvres...

Il y a deux mois, le grand magasin Globus, dont

la direction était mécontente des articles du *Tages Anzeiger* consacrés aux manifestations à Zurich, a diminué de moitié sa publicité dans ce quotidien. Maintenant, c'est le tour de la Migros...

Les nouveaux financiers de la presse à tirage modeste ont lu un petit article que l'Union centrale des Associations patronales suisses a publié en juillet et dans lequel elle a incité les annonceurs à boycotter ce journal «qui soutient pratiquement la ligne du parti socialiste de Zurich»... et ils ont agi en conséquence.

Le *Tages Anzeiger*, journal riche, résiste... jusqu'où, jusqu'à quand? Peter Studer, président de la rédaction en chef, répond qu'en principe, son journal résiste et poursuit sa ligne politique... «mais à long terme, même un *Tages Anzeiger* ne saurait s'accommoder d'une baisse continue des annonces».

## LA DÉCOMPRESSION

De son côté, l'administrateur-délégué du Konzern Globus-ABM, M. Hans Mahler, a déclaré à la radio alémanique que «si nous soutenons déjà un journal par nos annonces, nous voulons aussi pouvoir nous identifier avec ses articles». Qui parle là de pressions? a dit M. Georges Hertig, commerçant et annonceur, lors de l'émiss-

## LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

# De C.-F. Landry à J.-P. Sartre

Je me suis dit: «Ils» contestent... A Zurich, à Lausanne, ils descendent dans la rue... A Lausanne, un «fou» détruit *l'Exécution du Major Davel*, de Gleyre...

Il faut réagir! Il faut tenter de «leur» redonner un idéal patriotique!

Guillaume Tell?

C'est un Suisse allemand... Et puis, ça fait tout de même pas mal de temps!

Alors, le Major Davel? Le Major Davel, notre Major!

Je me suis dit: Je vais prendre *Jean-Daniel Abraham Davel*, de C.-F. Landry, un auteur bien de chez nous, que depuis longtemps, je désirais lire avec mes élèves.

Son *Davel*, je ne connaissais pas. Mais je connaissais *La Devinaïze*, et *Ciel d'Eau*, et son excellent *Garcia*, et son *Affaire Henri Froment* (excellent, lui aussi), et son *Charles le Téméraire*, paru à la

Guilde et à Rencontre - fallait le faire!

*Jean-Daniel Abraham Davel*, le patriote sans patrie (Plaisir de Lire), pour tenter de réveiller tout au moins en eux le patriotisme vaudois...

Pauvre ami!

«On lui aurait pardonné de plaider la cause de petites gens, encore que cela parût futile. Mais ce dangereux illuminé n'aurait-il pas rendu à leur première destination toutes ces pensions, si on l'avait laissé faire... Il y avait dans l'assemblée des gens qui touchent... Et ceux qui touchent sont les plus purs défenseurs du souverain... Ils auraient risqué

sion «Table ouverte» à la Télévision romande. C'est tout faux! Ce sont en fait les journalistes qui exercent des pressions; nous ne faisons que de la *décompression*!

Cette «décompression», si elle est proportionnelle au pouvoir financier, est tout de même quatre fois plus forte que la «pression» des journalistes, à supposer qu'ils puissent compter sur l'appui matériel fourni par les lecteurs. Tout semble indiquer que la décompression devient de plus en plus efficace...

Les annonceurs récalcitrants peuvent d'ailleurs compter pleinement sur les pouvoirs publics locaux qui décompressent également. L'article de l'écrivain Reto Hänni décrivant les circonstances de son arrestation et les traitements subis dans les cellules de la police zurichoise n'a pas paru dans le magazine du *Tages Anzeiger*: un tiré à part privé a été distribué à 5000 exemplaires et le récit vient de paraître dans le journal *Tell*. Ah, ces gauchistes! Toujours à l'affût du sensationnel...

Le cercle vicieux peut d'ailleurs finir en spirale quand la pression des annonceurs devient indirecte et s'exerce sur l'imprimerie du journal: on retire des commandes sans toucher à la «liberté de la presse».

Qu'en pense la commission d'experts?

Que peut-on faire? La commission chargée

d'élaborer une conception globale des mass media a-t-elle des conseils, des recettes à proposer?

Son président, M. Hans Kopp, avoue qu'il ne voit qu'un seul moyen possible: créer un fonds de compensation pour les media, pour secourir des entreprises de presse en difficulté. Mais qui payerait et qui déciderait de l'utilisation des fonds? M. Kopp ne sait pas, mais il sait qu'il n'existe pas d'autres moyens: «Dans tous les cas, la liberté de l'annonceur doit être sauvegardée.»

Bien sûr. Mais il y a encore le lecteur. Qui ne sait pas toujours que son journal change — discrètement — sa ligne politique, atténuée sa critique, publie un article complaisant qui ne correspond pas tout à fait à la réalité: tout cela, à la suite de pressions, de négociations obscures, de directives internes à la rédaction... en fait, le lecteur ignore presque tout!

Que faire?

Un quotidien libéral a déclaré qu'en cas d'aide financière directe à la presse, il la refuserait net et indiquerait dans son sous-titre: «Quotidien non subventionné par l'Etat.» En attendant cette aide et par analogie, nous suggérons que certains journaux ajoutent dans leur sous-titre: «Ce journal est subventionné par les grands magasins, les milieux immobiliers, les fabri-

cants de cigarettes et les bureaux de voyage.» Les rédacteurs le savent, pourquoi pas les lecteurs? Ce serait un premier pas vers une meilleure transparence du journal.

On dit que le lecteur a le journal qu'il mérite: c'est une plaisanterie. Car c'est l'éditeur qui a les annonceurs qu'il mérite. Pendant des décennies, les éditeurs de journaux ont ménagé financièrement leurs lecteurs: au lieu de vendre l'information à son juste prix, ils ont fait de la sous-enchère. Il n'y avait aucune commune mesure entre le prix du journal et le tarif de publicité... et le lecteur s'est fort bien habitué à recevoir son journal lourdement subventionné par les annonceurs. Le quotidien est peut-être la seule marchandise qui ne soit pas vendue à sa valeur!

Maintenant, il est trop tard: nous allons vers le journal d'information gratuit. Quand les recettes provenant des abonnements et de la vente du journal seront descendues au-dessous de 20%, les éditeurs décideront probablement de l'offrir gratuitement à toute la population. Les annonceurs financeront alors la totalité du coût du journal.

Arrivé à ce stade, l'éditeur pourra constater qu'il y aura *une* pression de moins: celle des lecteurs.

**Ernest Bollinger**

de voir, demain, l'argent qui entrait dans leur poche servir à réparer des temples où, disait le Traître, il y avait des gouttières...

Quant il eut touché aux questions d'argent, on sut ce qu'il était: un criminel.

Que le pouvoir changeât de mains, ce n'eût pas été grave. Mais que l'argent changeât de poches, voilà le véritable danger.

Que le pays fût libre, qu'est-ce que cela pouvait bien vouloir dire? Est-ce que nous, les malins, on n'était pas libres de procéder? Est-ce qu'on n'était pas libres de tripatouiller...» (pp. 48-49).

«Mais il restait au major à subir quelque chose de plus douloureux que la torture. Les épiciers, les mercantis, les marchands, les cotonneux, les bons Vaudois de la rue de Bourg, la crème du dessus du panier de la ville, ceux qui aimaient l'argent sans odeur, ceux enfin pour qui il s'était levé de son heureuse sécurité d'homme privé, ceux à qui il était venu porter la liberté au premier printemps, ceux-là se querellaient, revendiquant le droit de le juger...

On n'est jamais mieux trahi que par les siens. (...) Ainsi, trente et un nobles citoyens et bourgeois de

la rue de Bourg s'assemblèrent le 17 avril dans la cour du château de Lausanne, un samedi, «pour contribuer à rendre sentence.»» (p. 107)

Et sur ces trente et un, trente votèrent la mort... Je suis Vaudois de Lutry et d'Echallens... Espérons qu'un éventuel ancêtre à moi fut précisément ce trente-et-unième... Mais je crois que je vais changer de texte — au cas où ils ne comprendraient pas que, depuis 1798, au plus tard 1848, tout est désormais pour le mieux... — et prendre *On a bien raison de se révolter*, de Sartre: c'est tout de même moins compromettant!

**J. C.**

## DISCOURS

# Loi sur les étrangers: les masques bourgeois

Pendant des années d'un patient travail de récolte des signatures, puis de préparation au débat parlementaire, l'initiative «Etre solidaires» a fait dans ces colonnes l'objet d'explications minutieuses, l'objet d'une défense acharnée. Pendant des années, on a vu le Conseil fédéral lui-même avancer sur le terrain des concessions au climat xénophobe latent dans notre pays. Pendant des années aussi, «Etre solidaires» a lentement pénétré les esprits, jusqu'à des milieux syndicaux aux prises avec tous les problèmes de l'emploi que suppose un climat de crise économique. Malgré tout, on s'était pris à espérer: non pas que l'initiative passe la rampe aux Chambres, mais que plus prosaïquement des critères d'appréciation nouveaux aient à la longue acquis droit de cité.

## CRITÈRES IMMUABLES

Il a fallu déchanter. Suivant les débats au National pendant une semaine d'examen de la future loi sur les étrangers, la presse suisse a assez montré que la politique strictement quantitative était encore à l'ordre du jour. Nous n'y reviendrons pas.

Aujourd'hui cependant, et même si la loi sur les étrangers doit encore faire la navette entre les deux Chambres, il s'agit de fixer des points de repères pour le futur débat populaire que ne manquera pas de susciter la votation sur «Etre solidaires». Inutile d'entrer déjà dans le labyrinthe tactique qui s'annonce pour le moment où il faudra choisir entre la politique du tout ou rien ou celles des petits pas face à la loi dans sa version définitive.

Aujourd'hui, il est possible de dresser le bilan des «améliorations» acquises après le vote des conseillers nationaux, améliorations dont on peut penser qu'elles représentent le maximum envisageable au

vu des groupes de pression et d'intérêts engagés dans la bataille au niveau national.

A chaud, pour «La Liberté» du 8 octobre dernier, le vice-président de la communauté de travail «Etre solidaires», Jean-Pierre Thévenaz, discernait les points positifs suivants et les classait dans leur ordre d'importance:

1. la réduction à cinq ans du délai d'obtention du permis d'établissement;
2. l'accès de représentants directs des étrangers à la Commission fédérale consultative;
3. les dispositions sur les droits politiques, avec l'abrogation de l'arrêté fédéral de 1948 sur les discours politiques d'étrangers;
4. la réduction à six mois du délai maximum du regroupement familial pour les étrangers en séjour;
5. les limites apportées à l'expulsion administrative;
6. le raccourcissement à 28 mois en quatre ans du temps nécessaire à la transformation d'un saisonnier en «annuel» (nombre théorique moyen de sept mois par année, au lieu de neuf comme aujourd'hui).

Sur tous ces points, l'initiative est plus généreuse que la loi projetée. Et c'est là qu'une nouvelle fois, en prévision de la consultation populaire, les différentes formations bourgeoises devront jeter le masque.

## SAINS PRINCIPES

Au cours de la discussion devant le National, la conseillère socialiste valaisanne Françoise Vannay mettait l'accent sur un certain nombre de contradictions entre les principes proclamés et les prises de position des majorités démocrate-chrétienne et radicale sur lesquelles il faudra revenir. Dès maintenant, quelques notes révélatrices.

Très rares sont les députés démocrates-chrétiens qui ont refusé le statut de saisonnier. Et pourtant le

programme du PDC souligne: «L'intégration des étrangers dans notre pays doit être favorisée. Il convient de leur donner, tant au lieu où ils vivent qu'à celui où ils travaillent, la chance d'être tenus comme d'authentiques partenaires et de participer aux responsabilités communes.» Et plus loin: «Il y a lieu de lever toutes les restrictions mises à la possibilité de vivre en Suisse avec leur famille.» Ah, les sains principes et les belles professions de foi. De leur côté les radicaux ont pu plaider en faveur du statut de saisonnier avant de mettre à coup sûr en avant, à la première occasion, les belles intentions de leur programme, et par exemple: «Le travailleur doit être en mesure de s'épanouir librement; cet objectif a toujours été et reste celui de notre parti»; ou encore: «Nous demandons que les droits de la personne soient mieux protégés contre tout abus de la puissance publique ou privée.»

## CONSENSUS

# Les banquiers n'ont écouté Willy Ritschard que d'une oreille

«Dans une société digne de ce nom, les finances ne devraient pas représenter un problème-clé. Certes, il importe partout que les comptes «jouent». Mais une communauté n'a pas pour but premier de faire marcher la caisse. Son principal souci, ainsi que le proclame l'article 2 de la Constitution fédérale, est «d'accroître (la) prospérité commune». Les finances ne sont donc pas le but, mais le moyen de la politique. Dans ces conditions, il n'est pas bon que la discussion publique dans notre pays porte, comme c'est le cas depuis plusieurs années, presque essentiellement sur les finances. Nous courons le danger de nous détourner des problèmes décisifs pour notre avenir. Nous avons tendance en effet à considérer de plus en plus les problèmes du long terme sous la seule optique du court terme financier. Une telle optique peut être préjudiciable à longue échéance. L'homme politique est un vigne-

ron. Sa préoccupation va aux prochaines récoltes, non au vin qu'il a déjà vendu.»

Le chef du Département des finances, Willi Ritschard, dont le discours était l'autre jour à Zurich un des morceaux de résistance de la 67<sup>e</sup> assemblée générale de l'Association suisse des banquiers, avait-il pris le parti de sortir du ron-ron des congratulations dans la perspective des grands débats «bancaires» qui attendent le Parlement et le peuple ces prochaines années? On peut le penser en lisant ces quelques lignes qui ouvraient en quelque sorte la démonstration proprement dite du grand argentier de la Confédération, après quelques mots d'introduction assez peu protocolaires («ma présence parmi vous éveille en moi, je ne vous le cacherai pas, des sentiments mitigés»). C'était s'attaquer à toute une stratégie bourgeoise fondée sur une tension entre la politique sociale et les fameuses économies.

## LE JEU DES CITATIONS

Le sens de cette mise en garde n'aurait-il pas été compris? Manifestement en tout cas, les banquiers ont entendu autre chose dans la bouche du chef du Département des finances. Témoin cette phrase, rapportée dans le dernier bulletin de l'Association suisse des banquiers, et qui ouvre le résumé de l'allocution de Willi Ritschard: «Les finances publiques constituent en quelque sorte la charnière entre l'Etat et l'économie. Lorsqu'elles sont en déséquilibre, l'Etat n'est pas le seul à en pâtir. Et si, au fil des années, la politique ne parvient pas à remettre les finances publiques à flot, elle risque de déboucher sur une crise de société. Empêcher un tel aboutissement est aussi dans l'intérêt bien compris de l'économie.»

Falsification, direz-vous: voilà le conseiller fédéral qui a l'air cette fois de s'aligner sur la priorité bourgeoise de l'équilibre des finances fédérales, prétexte à tous les démantèlements de la politique sociale helvétique, quoi qu'on en dise! On sait bien qu'il n'en est rien et qu'au contraire les banquiers

ont dû entendre que le «but premier n'est pas de faire marcher la caisse».

En réalité, mystère des discours officiels, les deux parties ont raison. Et plus exactement, les phrases publiées par le service de presse des banquiers précèdent directement celles en effet prononcées par Ritschard à la tribune pour fustiger la polarisation excessive du débat sur les finances et qui ont été saluées pour leur bon sens, par exemple dans les milieux syndicaux.

## L'IMPASSE SUR LES RECETTES

Manifestement, la suite de l'exposé du représentant du Conseil fédéral n'a pas particulièrement intéressé les milieux bancaires pourtant fort enclins à répercuter tous azimuts les propos officiels ou autorisés tenus à l'occasion de leurs célébrations diverses. En passant, le même service de presse enregistre malgré tout les passages consacrés aux «coûts sociaux du développement économique» (les collectivités ont mis par exemple à la disposition de l'économie les infrastructures indispensables). Cela n'engage à rien! Mais lorsque Willi Ritschard, pour conclure, tente de fixer les responsabilités, l'oreille bancaire devient à nouveau singulièrement sélective. Certes, le constat est reçu sans grossières coupures («des excédents de dépenses supérieurs à 1 milliard sont inacceptables dans une économie de plein emploi»), mais quand l'orateur passe aux recettes nouvelles indispensables, le service de presse préfère sauter à la conclusion, traditionnellement plus générale et moins dérangeante.

## LE VÉRITABLE MARCHÉ

Là de nouvelles citations s'imposent. L'Association des banquiers ne retient donc que ces (dernières) phrases prononcées par Willi Ritschard:

«Le meilleur moyen de paralyser la Confédération et de lui faire perdre son crédit est de poursuivre la politique de déficit systématique. Aussi longtemps

que nous n'aurons pas remis de l'ordre dans les finances fédérales, nous ne saurions prétendre mener une politique pleinement autonome. Pour que notre Etat redevienne crédible aux yeux du citoyen, il importe absolument de rééquilibrer les finances fédérales. Cela implique toutefois certains sacrifices de la part de tous les milieux du pays, aussi bien des simples citoyens que des entreprises économiques et donc aussi des banques.»

Or, précédant immédiatement ces considérations-là, Ritschard avait mis les points sur les «i». Nous citons une dernière fois:

«A l'occasion de cette journée des banquiers, il est permis de rappeler à une corporation qui sait en général penser «politique» que notre système bancaire a lui aussi besoin d'un Etat — en l'occurrence la Confédération — dont le fonctionnement soit efficace et les finances saines. Certes, la bureaucratization des activités de l'Etat, le développement d'appareils administratifs anonymes, la réglementation juridique toujours plus étendue et complexe recèlent des dangers et l'autorité politique doit prendre au sérieux les signaux d'alarme qui viennent de l'économie et d'autres milieux. Des correctifs s'imposent, certains sont déjà en voie de réalisation. Le slogan «moins d'Etat» n'en est pas moins une réponse anachronique à ce problème. Les concentrations économiques actuelles, la multiplication des groupes de sociétés, la cartellisation des marchés et le régime de la propriété qui caractérise le secteur du logement restreignent bien davantage la liberté de l'individu que ne pourrait le faire l'Etat. Par ailleurs, une économie de marché réellement soucieuse de la concurrence ne saurait se passer d'un Etat fort et efficient. L'économie de marché ne survivra que si elle se transforme en une économie sociale de marché. Elle a besoin à cet effet d'un Etat qui fonctionne bien et qui ait donc des finances saines.»

Ce marché-là, les banquiers ne veulent pas l'entendre. Il faudra le répéter.

VAUD

## Les nouveaux croisés du «rassemblement des forces de progrès»

Démission d'Anne-Catherine Ménétreay, députée au Grand Conseil vaudois, membre du comité directeur et du comité central de son parti (échelon cantonal et national), ainsi que de cinq autres militants, tous engagés, actifs et plus ou moins chargés de responsabilités dans le Parti ouvrier et populaire, POP (dénomination vaudoise pour le PST, Parti suisse du travail, communiste): l'affaire est liquidée en trois lignes, une phrase noyée dans un texte consacré aux «troubles à Lausanne» dans le dernier numéro de la «Voix ouvrière», l'hebdomadaire officiel du PST. Les camarades attendront une semaine pour en savoir davantage de la bouche des leurs. Entre-temps, la «grande presse» aura passé par là, informé et commenté.

Le moins qu'on puisse dire pourtant est que la direction du PST n'a pas été ici prise au dépourvu. Et la nouvelle n'aura pas vraiment surpris les plus assidus au travail des sections, parmi les quelque cinq cents inscrits sur les listes des membres du POP.

### LE DÉTONATEUR AFGHAN

Depuis l'intervention soviétique en Afghanistan qui a fonctionné comme un détonateur, ici comme ailleurs, des divergences sur le fond et sur la stratégie sont apparues au grand jour à l'intérieur de cette formation d'extrême gauche, présente sur l'échiquier politique suisse dans les cantons de Vaud, Genève et Bâle, principalement. Une lettre collective, signée par trente membres et adressée au bureau politique pendant l'été, fustigeait les positions de «compromis» adoptées par le PST au chapitre afghan, dénonçait le divorce entre la pratique de l'appareil du parti et la plate-forme politique adoptée en congrès «Vivre mieux et autrement», plaidait pour une autogestion économique et poli-

tique: cette lettre-là était déjà le signe que des brèches s'étaient creusées, difficiles à colmater, même par des appels à la discipline.

Hors des cercles d'initiés, hors du sérail communiste, rien du débat, comme de juste, n'avait transpiré. Seul indice d'un durcissement, et encore difficile à interpréter de manière catégorique: le ton de la «Voix ouvrière», depuis son passage à l'hebdomadaire, toujours davantage alignée sur des positions françaises et orthodoxes au long d'une importante rubrique de politique étrangère (on appréciera dans ce contexte la venue à Genève pour la prochaine «kermesse populaire 1980», du secrétaire général du PCF, Georges Marchais).

### ENTRE INITIÉS

Une scission de plus dans le POP, après celle de 1951, après celle, plus récente de 1969 qui avait vu la jeunesse communiste éclater pour finir en plusieurs groupuscules, dont la Ligue marxiste révolutionnaire? Les démissionnaires s'en défendent, contre toutes les apparences.

Alors, plus prosaïquement, une secousse parmi d'autres, dans le petit monde de la politique active?

A première vue, en effet, on reste entre initiés. Voyez, lundi dernier, les contestataires se présenter à la presse pour préciser leur démarche. Trois pour six, face aux journalistes; trois qui ont pu se libérer pendant l'après-midi, les trois autres sont au travail. Encore extraordinairement imprégnés de leur langage et de leur dialectique d'origine, ils détaillent leur point de vue avec la circonspection un peu routinière et légèrement stéréotypée des militants politiques responsables, porteurs d'un message et rompus à ce genre d'exercice. Le communiqué de presse est à disposition, commenté ensuite, développé sans un mot plus haut que l'autre à l'endroit du parti renié, lui-même soigneusement cerné de critiques brèves, définitives et pesées. On imagine le travail de rédaction et le choix des accents prioritaires dans ces quelques lignes résumant les points

d'accrochage. Nous citons, pour le climat: «Les divergences entre les démissionnaires et le POP/PST portent sur le fonctionnement du parti (rigidité de l'appareil et pratique politique en retrait par rapport à ses propres thèses), sur la stratégie (résistance à l'ouverture vers d'autres groupes ou repli empreint de sectarisme) et sur l'orientation idéologique (poids exagéré accordé au pouvoir d'Etat, place insuffisante à l'autonomie des collectivités et à l'autogestion). L'intervention soviétique en Afghanistan n'est donc pas le seul objet du conflit: elle est le révélateur d'un «socialisme» d'Etat, bureaucratique et autoritaire, qui ne saurait correspondre à notre projet socialiste, et dont nous tenons à nous démarquer nettement.»

La voie est ouverte à la polémique codée avec les communistes orthodoxes.

Qu'on ne s'y trompe pas pourtant: aujourd'hui et en attendant l'évolution d'un mouvement qui doit naître, se préciser et se développer (paradoxalement jusqu'à une nouvelle formation au sens classique de l'insertion dans le jeu parlementaire? jusqu'à un journal?), à travers le PST, c'est l'institution du parti politique qui est la cible des démissionnaires. En cela, parce qu'elle vient de militants qui savent de quoi ils parlent après des années de pratique, l'attaque prend une dimension supplémentaire. Dénonciation des partis tout à la fois «récupérateurs» et peu ouverts, coupés d'une certaine réalité et figés dans la défense de leurs intérêts propres. D'où cette volonté affirmée de «rejoindre ceux qui aspirent à une transformation profonde des conditions de vie de la population», de sortir du cadre traditionnel de l'activité politique et cet espoir d'un «rassemblement des forces de progrès».

### LES LUTTES ET L'UNITÉ

Au-delà du cliché, c'est ici que les démissionnaires esquissent leurs perspectives. Seront-ils les ferments des aspirations unitaires des «nouvelles» mouvances critiques ou plus nettement autoges-

tionnaires? C'est semble-t-il, toute modestie mise à part, leur pari. Et malgré l'importance de la casure, on sent dans cette trajectoire comme un vieux fond de dynamisme partisan, nourri d'actions à plus ou moins long terme, une sensibilité à l'importance d'un projet commun. Celle-ci, on peut en être certain, sera rudement mise à l'épreuve dans les particularismes des luttes quotidiennes, organisées sur le terrain souvent au coup par coup mais trouvant précisément leur force dans la brièveté de leur élan, souvent peu durables pour n'en être pas moins efficaces, alliances fugitives dans des revendications concrètes. En réalité, plaqué comme un «a priori» sur des combats quotidiens, tenus à juste titre pour une des clefs d'un véritable changement, il se pourrait que cet horizon de «rassemblement» plus ou moins unitaire ne se révèle qu'une entrave de plus au réveil d'une population appelée à reprendre son sort en main.

Il n'est cependant pas douteux que de telles perspectives de «mouvement», si floues soient-elles

pour l'instant, trouvent un certain écho dans toute la gauche, organisée ou pas, surtout vaudoise et genevoise. Pour l'instant c'est le POP qui se trouve saigné à travers ses générations montantes; se retire ainsi non seulement une personnalité qui semblait prête à assurer la relève de cadres atteints par la limite d'âge, notamment sur la scène nationale, mais disparaît en A.-C. Ménétreay un député qui avait manifestement l'oreille de la presse, au-delà des clivages politiques, un symbole d'une certaine ouverture communiste (les mouvements de femmes, les groupes de solidarité avec les prisonniers, entre autres, perdent un «relais» parlementaire appréciable).

Si le POP passe difficilement le cap ou réagit par le repli dogmatique sur lui-même, alors il est à prévoir que les positions des partis de gauche dans leur ensemble s'en trouveront affaiblies dans le canton de Vaud, au moment même où l'entente des droites poursuit encore sur la lancée d'un raidissement imprimé par son aile libérale.

## A SUIVRE

Le rapport sur la politique gouvernementale pour les années 1980-1984 présenté au Grand Conseil de Bâle-Campagne contient quelques données démographiques, placées en parallèle du développement de la motorisation. Pour votre édification, trois points de repère — les «véhicules à moteur» ne comprennent pas les vélomoteurs, les chiffres donnés pour 1985 sont des prévisions:

	Population	Ecoliers	Véhicules à moteur
1950	107 549	11 197	8 010
1978	218 806	34 002	88 113
1985	227 000	28 000	93 000

Et là, nous ne résistons pas à l'envie de reproduire un «billet» paru dans «Le Monde» du 13 octobre dernier signé J.-M. Quatrepoint, sous le titre «Moto fléau»: «Des morts par milliers. Des blessés par dizaines de milliers. Des jeunes infirmes à

vie. Un coût social pour la nation qui se chiffre en dizaines de milliards. Des sorties de devises par milliards pour la grande joie des industriels japonais. Le bilan serait incomplet si on n'y ajoutait la pollution par le bruit, les parasites et les gaz d'échappement. La moto est en passe de devenir l'un de ces fléaux sociaux de notre société. Au même titre que l'alcoolisme. Le gouvernement ferme pudiquement les yeux. Il est vrai que les motards, imitant en cela les bouilleurs de cru, ont su se constituer en lobby. Il faut bien que «jeunesse se passe», dit-on. Et puis, «sur leur moto, ils ne pensent pas à autre chose!». L'art de gouverner consiste aussi à créer des soupapes de sécurité. Quel qu'en soit le prix pour la collectivité.»

\* \* \*

Le service de presse des arts et métiers (pam) diffuse quelques judicieux conseils pour les jeunes cadres pleins d'avenir, tirés de la «Revue du personnel» Ciba. Une recommandation nous étonne, de la part d'une entreprise suisse: «A propos de

journaux, pour le standing, «Le Monde» est recommandé. L'ennui est que vous serez obligé de le parcourir pour pouvoir dire: «J'ai lu *Le Monde*.» Rien ne vous empêche de dévorer «France Soir» ou «L'Equipe», pourvu que ce soit à huis clos et sans témoins.» Qui nous fournira le texte original?

\* \* \*

Une nouvelle édition, actualisée, des littératures contemporaines de la Suisse paraît en Allemagne. Alors que le premier volume est consacré aux auteurs alémaniques, le deuxième porte sur les auteurs des trois autres langues nationales. Le responsable de l'édition est Manfred Gsteiger.

HOHL

## La longue marche

*Achévé d'imprimer en septembre 1980, «Une ascension», ce dernier récit dû à la plume de Ludwig Hohl, a pris naissance en 1926 et a été réécrit six fois. A cette longue marche dans le temps est venue encore se superposer un curieux itinéraire du livre à travers l'Europe. L'auteur vit donc à Genève, à la Jonction (DP 553 à 555); il est publié à Francfort par les éditions Suhrkamp, qui ont cédé leurs droits pour la traduction à Gallimard, Paris. Longs voyages pour les mots d'un homme qui a choisi de ne plus guère dépasser les murs de son appartement pour se concentrer sur son travail.*

*Le récit de Ludwig Hohl qui sort cet automne est accessible dans un format de poche, pour le prix de Fr. 11.60. Souhaitons que ces 111 pages toucheront un public suisse romand attentif à la valeur cachée du solitaire de la Jonction.*

POINT DE VUE

## Théologie et bifteck

Discrètement, du pouce, grand-père traçait un petit signe de croix sur le front du cochon — là où la balle du flobert, juste après, allait entrer.

Un signe de croix: comme s'il baptisait la bête. Comme s'il lui administrait l'extrême-onction. Il la remerciait, en somme, en l'élevant comme officiellement à la dignité de créature de Dieu. Et s'excusait de devoir la tuer pour la manger. Oui.

\* \* \*

Nous, les gamins, on se disait, simplement: «C'est bien normal de le baptiser, puisqu'on va le manger...» L'ordre du ciel était sur la terre. Je n'ai jamais vu mon grand-père maltraiter ou frapper un animal. De ses vaches, il disait: «On a plus besoin d'elles qu'elles de nous.» C'était évident.

Il évitait même de tuer les souris. S'il en coinçait une d'un coup de balai, dans la grange ou l'écurie, ou encore «tout là-haut» dans le grenier, il l'amenait devant un des chats. Il arrivait que la souris parvienne à se sauver. Même si elle se faisait croquer, elle avait eu sa chance. C'était régulier.

Oui.  
Quand était-ce?

\* \* \*

La viande n'était pas — pour nous — de la viande: c'était d'abord de la vie connue et proche. Et comme toute vie vient de Dieu — on s'en imbibait à plus soif au catéchisme — grand-mère marmonnait toujours une prière, avant les repas. C'était logique.

Logique comme de ne rien gaspiller, surtout pas la nourriture. Mais ce n'était pas vertu: simple nécessité. Quoi, jeter un bout de pomme de terre? Alors qu'on s'était échiné à les planter, à les sarcler, à les ramasser, à les encaver! Personne n'y songeait.

Une année, faute de pommes de terre, il fallut manger des betteraves, normalement destinées au bétail. Finalement, grand-père alla emprunter deux sacs au cousin du Choiseuil.

Quand était-ce donc — ce temps où la nourriture était difficile et respectée? Chez nous, du moins. C'était il y a trente ans, à peine. Donc quasiment au Néolithique. Grand-père et grand-mère sont morts.

Jamais, jamais ni eux ni la famille n'auraient pu imaginer qu'on puisse fabriquer des veaux aux hormones. Les hommes allaient à Dieu, les souris aux chats et les veaux au pis de leur mère. L'ordre du ciel était sur la terre. Il n'y avait que la grêle et les doryphores<sup>1</sup> à craindre. Et, pour les gamins, le vieux Tous-saint, qui vivait dans les bois et n'allait pas à la messe.

\* \* \*

Moi, je veux bien. Je suis même d'accord avec les organisations de consommateurs qui dénoncent et refusent l'usage d'une montagne de saloperies pour engraisser plus vite les animaux de boucherie.

Je veux bien. Mais c'est un peu court. Faut pas déconner: ou bien on mange *souvent* de la merde bon marché, ou bien on mange *rarement* de la viande non trafiquée et chère, provenant d'animaux ayant mené une vie... comment dire? Une vie.

Les consommatrices bégueules qui veulent...

mais que veulent-elles, au juste. Elle ne savent pas. Bref.

\* \* \*

Premièrement, nous mangeons trop, beaucoup trop de viande<sup>2</sup>. Mettons quatre ou cinq fois trop. A consommation démente, production qui ne peut l'être moins. Terminé. Les hormones, c'est un détail<sup>3</sup>. Puant, mais un détail. On invite donc, en conclusion:

— «Temps présent» à présenter aux chers télé-spectateurs une «Vie et mort d'un veau dit industriel - Biographie sanglante d'une escale», n'épargnant aucun détail sur les méthodes d'élevage industriel, les coulisses d'abattoirs non moins industriels et la valeur hautement nutritive de la couleur blanche qui doit être celle de la viande de veau;

— les associations suisses de consommateurs à lancer une campagne visant à une réduction massive de la consommation de viande. Bien le bonjour chez vous.

**Gil Stauffer**

<sup>1</sup> Et les hannetons (note Réd.).

<sup>2</sup> Rien à dire de plus! Mais il faudra manger davantage de poisson et de bon fromage (note Réd.).

<sup>3</sup> Même si la Suisse n'est ici pas atteinte par les excès courants dans la CEE (note Réd.).